

# pouvoir taliban et de chaos



tribut après le retour au pouvoir des talibans. Les premières ont vu leurs droits bafoués, quant aux enfants, tion sévère d'après l'ONU. Photo Sipa/AP/Ebrahim NOROOZI

## DATES CLÉS

### ■ 15 août 2021

Les talibans investissent le palais présidentiel de Kaboul à l'issue d'une offensive fulgurante entamée en mai à la faveur du début du retrait d'Afghanistan des forces américaines et de l'Otan. **L'effondrement de l'armée et du gouvernement afghan** précipite les opérations de retrait des militaires américains et de leurs alliés civils afghans.

■ 30 août  
L'armée américaine quitte l'Afghanistan, mettant fin à deux décennies de présence dans le pays.

### ■ 7 et 8 septembre

Un gouvernement est nommé, largement trusté par des responsables historiques du mouvement taliban dans les années 1990 et qui ne comprend aucune femme ministre. Les Occidentaux déplorent un **gouvernement ni « inclusif », ni « représentatif » de la diversité ethnique et reli-**

gieuse du pays, comme le nouveau régime s'y était engagé.

### ■ 23 mars 2022

Les talibans font **refermer aux filles les lycées et collèges**, quelques heures à peine après leur réouverture pourtant annoncée de longue date.

### ■ Début mai

Le chef suprême des talibans **ordonne aux femmes de porter un voile intégral en public**, de préférence la burqa.

### ■ 17 mai

Le régime annonce la **dissolution de la Commission des droits de l'Homme (AIHRC)**, un organisme qui surveillait notamment les violences commises contre la population. La Commission électorale et le Haut conseil national pour la réconciliation, chargé de promouvoir la paix dans le pays, ont subi le même sort.

## 2 106

civils victimes d'attaques dans le pays entre le 15 août 2021 et le 15 juin 2022, selon un rapport de l'ONU publié le 20 juillet. Parmi ces victimes, 700 sont mortes, dont 159 enfants. Dans les 1 406 blessés, 282 enfants ont été recensés.

## L'horreur racontée depuis la France où elles sont réfugiées

« Les talibans ne peuvent pas éliminer les femmes afghanes de la société [...] ce crime est impardonnable. » Ces mots flotent dans un jardin de Massy (Essonne), à une heure au sud de Paris, au centre provisoire d'hébergement de la Cimade.

L'association – qui vient en aide aux réfugiés depuis 1939 – a conçu une petite exposition, un an après la prise de Kaboul par les fondamentalistes islamistes. Sur les banderoles, on peut lire la tristesse, la colère et la détermination des Afghanes, et plus particulièrement des Afghanes.

Ils sont une trentaine, parmi les 115 résidents, hébergés par l'Organisation non gouvernementale (ONG). La plupart sont là depuis plusieurs années. Quelques-uns sont arrivés après la prise de pouvoir des talibans. Comme Shokria, 25 ans, en France depuis février.

« Les talibans étaient partout. J'étais très effrayée. »

Elle a vécu les premières semaines du régime taliban avant de fuir en Iran avec sa fille. D'un ton calme, elle raconte le retournement brutal de sa vie à partir du 15 août 2021. « On n'avait pas le droit de se déplacer sans être accompagnées d'un homme. On devait se couvrir avec un

voile intégral. C'était difficile. »

Professeure de langues dans une école primaire de Kaboul, Shokria ne peut alors plus exercer son métier. Femme et intellectuelle, elle devient une cible. Elle décide donc de fuir. « C'était très compliqué de partir. Il y avait beaucoup de peur. Les talibans étaient partout. J'étais très effrayée. »

Un mois après la prise de Kaboul, elle reçoit un message – dont elle ne dévoile pas l'auteur – lui indiquant qu'elle peut franchir la frontière, à l'ouest. Il lui faudra attendre encore quatre mois en Iran pour obtenir un visa et retrouver son mari dans l'Hexagone, grâce à la procédure de réunification familiale.

Depuis Massy, elle communique régulièrement avec des amis restées au pays. « J'ai des contacts par les réseaux sociaux ». Elles ne peuvent pas aller faire les courses seules. Elles sont enfermées à la maison, poursuit Shokria. Les filles n'ont plus le droit d'aller à l'école. »

« Même pas considérées comme des humains. »

Basira, 18 ans, n'a, elle, pas vécu directement l'horreur talibane. Avec sa mère, ses deux frères et sa grand-mère, elle a fui un



Shokria, 25 ans, et Basira, 18 ans, vivent avec une trentaine de compatriotes dans le centre provisoire d'hébergement de la Cimade à Massy (Essonne). Photo Ebra/P.Ch.

an avant la chute de la république islamique. Mais deux de ses sœurs vivent toujours en Afghanistan. « Elles étaient déjà mariées, explique la jeune femme. C'est très difficile pour elles de quitter le pays. »

En contact quotidien avec ses sœurs, elle peut témoigner de la dégradation continue des droits des Afghanes. « Elles ne sont même pas considérées comme des êtres humains. Elles sont privées de leurs droits les plus essentiels. »

Basira et Shokria ne comprennent « pas pourquoi le monde est si silencieux ». « Je demande à l'État français et aux gouvernements du monde entier de soutenir les femmes afghanes pour qu'elles puissent

retrouver leur vie d'avant », plaide la jeune qui envisage de rentrer un jour en Afghanistan « si on a les mêmes droits qu'ici, en France ».

En attendant, les deux femmes préparent l'avenir. Shokria veut reprendre ses études à l'université. Elle souhaite apprendre le français afin d'enseigner à nouveau. Basira envisage d'étudier l'informatique.

Pierre CHARLES

\*Le téléphone n'est pas formellement interdit aux Afghanes, mais il est mal vu par le régime. La plupart des femmes l'utilisent en cachette.